

Consultation publique sur la pratique de rappel automatique au départ des publiphones : commentaires de la société MIDI TELECOM

	DEST	COPIE
PR		
CL		
DG		
DGA		
SAB		
SI		
SOF	X	
SFM		
SEP		
COM		
SHD		
SAP		

Depuis l'année de l'instauration de la surtaxe cabine, les opérateurs de cartes téléphoniques ont tenté à de nombreuses reprises de faire prendre conscience à l'ARCEP et au Conseil de la Concurrence des pratiques anticoncurrentielles de France TELECOM sur leur marché.

Malgré la remise de preuves flagrantes, aucune conclusion n'a jamais été tirée par l'ARCEP ni par le Conseil de la Concurrence et les opérateurs de cartes téléphoniques ont connu de grandes difficultés pendant que l'emprise de France Telecom sur ce marché n'a cessé de croître.

Au titre d'une indispensable égalité de traitement, l'ARCEP ne peut pas faire prospérer la demande de France Telecom concernant la pratique de rappel automatique au départ des publiphones quand dans le même temps les différentes plaintes déposées par le syndicat professionnel TENOR, qui regroupe un grand nombre de ses concurrents, ne sont pas instruites sérieusement.

Bien entendu le monde des télécommunications évoluant rapidement, les pratiques anticoncurrentielles d'il y a un an sont aujourd'hui remplacées par d'autres pratiques anticoncurrentielles qu'il conviendrait de dénoncer, mais dans la mesure où nos actions ne produisent jamais aucun effet nous avons perdu jusqu'à la motivation de défendre nos droits.

Nous souhaitons qu'un véritable débat s'ouvre sur la question de la concurrence sur le marché des cartes téléphoniques. La notion de surtaxe est déjà en elle-même préjudiciable au marché des cartes téléphoniques (en baisse, vous le dites vous-même), mais de surcroît elle est utilisée par France Telecom pour s'attribuer un avantage concurrentiel condamnable sur les autres opérateurs en ne la facturant pas à son juste coût aux utilisateurs de ses cartes.

L'ARCEP se doit de prendre cette initiative car si France Telecom représente aujourd'hui 85 % des minutes facturées au départ des publiphones (soit 100% des 50 millions de télécabines et 55 % des 25 millions de cartes à code) cette part de marché déjà en augmentation ne manquera pas de croître encore plus si des mesures sont prises pour mettre fin à la pratique de rappel automatique au départ des publiphones.

Enfin la mesure consistant à taxer les appels à destination des cabines est tout simplement insensée aussi longtemps qu'un préfixe dans la numérotation ne permettra pas de distinguer les numéros des cabines des autres postes fixes. Il est aisé d'imaginer qu'une telle mesure entraînerait des escroqueries à répétition, le nouveau jeu consistant à chercher parmi les milliers d'opérateurs télécom dans le monde entier ceux qui n'auraient pas inséré les 150 000 numéros des cabines téléphoniques françaises dans leur grille tarifaire ! La France serait dans ce cas la risée de toute l'industrie télécom mondiale !

Nicolas Saubié
Midi Telecom
Delta Multimedia

